

## **Epreuve de Français B**

Durée 4 h

**Si, au cours de l'épreuve, un candidat repère ce qui lui semble être une erreur d'énoncé, d'une part il le signale au chef de salle, d'autre part il le signale sur sa copie et poursuit sa composition en indiquant les raisons des initiatives qu'il est amené à prendre.**

---

**Pour cette épreuve, l'usage des machines (calculatrices, traductrices, ...) et de dictionnaires est interdit.**

L'invocation du peuple, l'exaltation rhétorique de sa souveraineté, de sa sagesse ou de sa puissance, occupent une large place dans les moments décisifs de la vie politique en périodes de crises comme annonces des seuls dénouements légitimes, mais aussi et surtout en périodes électorales. Chacun, à droite comme à gauche, et pratiquement aujourd'hui jusqu'aux extrêmes, s'attache à souligner que c'est au peuple de décider librement car le peuple, proclame-t-on de toutes parts jusqu'à la veille de la consultation, saura reconnaître son véritable intérêt, et discerner l'intérêt supérieur du pays ; le peuple ne se laissera pas abuser par de vaines promesses. [...]

Le mot peuple est porteur de connotations contrastées. Sur le plan purement sémantique, un glissement de sens significatif s'opère lorsqu'on passe de la langue politique démocratique à la langue d'usage courant. Pour le dictionnaire *Robert*, le peuple, c'est « le plus grand nombre, opposé aux classes supérieures, dirigeantes sur le plan social, ou aux éléments les plus cultivés de la société. Le peuple par opposition à la noblesse ou à la bourgeoisie ». Il est évident que cette définition est peu valorisante puisqu'elle associe au peuple l'infériorité, l'absence d'éducation ou de culture mais aussi, par opposition à l'individu ou au qualitatif, tout ce qui évoque son uniformité menaçante et réductrice. Les choses sont clairement dites dans les deux citations mobilisées par le dictionnaire : « J'entends par peuple la populace qui n'a que ses bras pour vivre » (Voltaire) et « J'appelle peuple tout ce qui pense bassement et communément » (Sainte-Beuve).

Sur la scène politique, le mot peuple demeurait encore très péjoratif dans la langue des milieux conservateurs qui, au XIX<sup>ème</sup> et dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, ne se résignaient pas à la poussée démocratique. Synonyme de populace, de plèbe ou de multitude débraillée, il était lié à des jugements de valeurs particulièrement dépréciatifs, par exemple dans le langage maurassien. Par contraste, la langue démocratique - à travers un spectaculaire retournement de sens - confère une plus-value exceptionnelle de dignité à ceux qui peuvent être reconnus légitimement comme appartenant au Peuple ou issus de lui. Elle est même la seule à « investir » aussi positivement ce terme, les langages de masse concurrents lui préférant, qui la classe ouvrière ou le prolétariat, qui la nation, la race ou la communauté des croyants ( *Umma* ).

Selon les catégories sociales concrètes qu'il touche, le discours d'exaltation du Peuple n'atteint pas le même impact symbolique. A défaut d'enquêtes empiriques utilisables, distinguons à cet égard diverses logiques de situations.

Pour la masse des gens qui ont conscience, claire ou diffuse, d'appartenir à une catégorie peu valorisée en raison de son faible statut économique ou de son médiocre prestige culturel, le langage de la vie démocratique propose une issue mythologique, efficace à son niveau. Ceux qui, dans leur vie concrète, vitupèrent volontiers « les gros », « les riches », « la Haute » ou

encore « les grands chefs », « les patrons » - avec ce mélange de rancune et d'envie suscité par la frustration - ceux-là prennent alors une sorte de revanche à entendre le discours politique placer au cœur de toute décision nationale importante la volonté du peuple. Handicap sociologique, une indéniable appartenance populaire *attire* mystérieusement sur la scène politique ; elle investit de compétence et de bon sens le jugement porté sur les gouvernants, y compris à travers les sondages d'opinion. Sans doute, cette célébration de l'identité populaire est-elle à éclipses : elle s'affiche surtout pendant les campagnes électorales. Mais chez beaucoup de gens, démunis économiquement ou culturellement, l'intérêt pour la politique est faible ; aussi peuvent-ils se satisfaire de cette intermittence. En revanche, ceux dont l'« infériorité » sociale est plus économique que culturelle (petits salariés surdiplômés par exemple) ou encore ceux qui, par fidélité à leurs racines, ont « refusé de parvenir » (certains militants politiques ou syndicaux), tous ceux-là trouveront dans une politisation très forte une sorte de réactualisation permanente de leurs titres particuliers. Ils s'intéresseront à la vie politique démocratique parce que c'est le terrain sur lequel ils se perçoivent reconnus, quand ce n'est pas – à certaines périodes – magnifiés. De ce point de vue, l'état d'esprit des milieux militants, dans la mouvance socialiste, aura longtemps été caractéristique. Là où la rhétorique populiste triomphait, elle s'accompagnait d'un respect spontané pour les prises de parole des « camarades » d'extraction authentiquement populaire.

A contrario, l'on conçoit bien les réactions psycho-sociales de ceux qui n'ont rien à gagner à ces mutations du langage parce qu'ils ne se conçoivent pas comme immergés dans la multitude uniforme de ce qui fait peuple. A l'époque où le discours antidémocratique des classes supérieures ou moyennes ne se dissimulait nullement (fin XIX<sup>ème</sup> notamment), se manifestait avec une clarté particulière l'angoisse de dissolution d'identité dans la masse anonyme. Elle pouvait d'ailleurs affecter encore bien d'autres individus. La relativité des échelles de l'auto-appréciation est telle en effet que le premier dans son village peut avoir une meilleure estime sociale de soi que le second à Rome. Un modeste notable de campagne sans concurrence directe peut s'attribuer un statut symbolique très élevé alors que se lamente le « jeune loup » surdiplômé mais déçu par ses échecs (relatifs) de carrière. Il y a donc une forte hétérogénéité du groupe de ceux qui se considèrent comme « socialement supérieurs ». En raison même du caractère pluriel des échelles de référence, il est par conséquent illusoire de prétendre en cerner les contours à l'aide d'indicateurs objectifs, là où importe d'abord la représentation subjective du statut.

Dans ces catégories (difficiles à circonscrire précisément mais parfaitement concevables théoriquement), le discours politique d'exaltation du peuple est de nature à susciter deux réactions. La première est faite avant tout de dépréciation, plus ou moins hargneuse ou condescendante. Inspirée par un élitisme de mépris, elle implique un refus explicite de toutes les

idées-forces de la démocratie. Pendant l'entre-deux-guerres, André Tardieu se lamentait : « La loi du nombre aboutit à confier la puissance à l'incompétence... Les gâteaux votent, et aussi les illettrés ; et les demi-lettrés. »

Ce discours, actif en Europe jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, tend aujourd'hui à se replier dans les sphères d'expression privée, en raison de la prégnance contemporaine des idéaux démocratiques. Dans tous les pays européens, y compris l'Espagne post-franquiste, lorsque l'extrême droite ou la droite autoritaire cherchent à s'imposer sur la scène parlementaire elles ne combattent plus sur ce terrain à visage découvert.

L'antidémocratisme par sentiment aigu de supériorité sociale rencontre un autre antidémocratisme d'origine populaire, lui, qui puise dans le sentiment complètement intériorisé de sa propre incompétence, la raison d'être du refus de l'exaltation du peuple. Il est nettement discernable par exemple dans la catégorie des personnels de service ou des agents de sécurité qui entretiennent avec les « maîtres » des rapports fortement inégaux quoique colorés affectivement. Cet élitisme de déférence existe de façon larvée dans des secteurs beaucoup plus larges, tant est grande l'ambivalence de toute relation sociale entre dominants et dominés. Le phénomène constitue d'ailleurs un facteur important de fragilité pour la culture démocratique. En cas de crise nationale grave (défaites militaires de l'Allemagne en 1918 ou de la France en 1871 et, en 1940, difficultés économiques dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, soubresauts de la décolonisation), la quête éperdue d'un grand homme vaut avec l'aveu d'humilité, reconnaissance appuyée d'impuissance et d'ignorance.

Dans les élites dirigeantes d'aujourd'hui, il est de toute façon inopportun, sinon franchement dangereux, de s'opposer à la doxa démocratique. La valorisation de la participation populaire joue, d'ailleurs, à leur profit, un rôle majeur de stabilisation sociale en légitimant le mode de gouvernement qu'elles inspirent ou influencent. En outre, les membres de ces catégories dirigeantes qui souhaitent jouer un rôle sur la scène politique doivent, bien entendu, adopter avec le maximum de conviction et de vraisemblance le vocabulaire démocratique. Quelle que soit, sur le terrain sociologique, la distance subjective que ces couches sociales maintiennent avec l'appartenance populaire, il est certain que cette distance doit être occultée au maximum pour conforter la légitimité de leur prétention à la représentation. La campagne électorale a ses exigences : même un aristocrate ou un grand bourgeois apprennent à parler familièrement aux vieillards des hospices, à s'intéresser au prix du ticket de métro, à porter avec naturel sur un chantier le casque des ouvriers du bâtiment.

Le ralliement public quasi total des catégories dirigeantes n'a pas eu que des effets stabilisateurs depuis un siècle. Il a contribué, avec d'autres facteurs, à insinuer un certain scepticisme sur la fiabilité de ce discours d'exaltation du peuple tenu par l'ensemble de la classe

politique. En outre le langage démocratique est nécessairement en porte-à-faux avec la réalité sociale lorsqu'il affirme que le peuple détient, avec la souveraineté, le pouvoir de décision en dernière instance. Dans la cité antique comme dans les démocraties occidentales contemporaines, selon des voies très différentes il est vrai, le système politique est en réalité une oligarchie avec des éléments de participation populaire qui pèsent sur l'équilibre entre des groupes rivaux. Rien de moins ; rien de plus. Mais soigneusement célébrée et mise en scène, cette « participation » du peuple est un élément décisif de consolidation de l'ordre social tout entier.

Philippe Braud, *Le Jardin des délices démocratiques. Pour une lecture psycho-affective des régimes pluralistes*. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1991.

Questions :

1. Vous résumerez ce texte en 200 mots, plus ou moins 10 %.

(8 points)

2. Dissertation :

« Le langage démocratique est nécessairement en porte-à-faux avec la réalité sociale lorsqu'il affirme que le peuple détient, avec la souveraineté, le pouvoir de décision en dernière instance. »  
Les oeuvres au programme soulignent-elles cette contradiction énoncée par Philippe Braud ?

(12 points)

Fin de l'épreuve

